

PROJET GIRE MONO

Gestion intégrée des Ressources en eau dans le Bassin du
Fleuve Mono, Commune Yoto 1, Yoto 2 et Yoto 3



RAPPORT D'ACTIVITES AVRIL 2025-JANVIER 2026

Période couverte : 1^{er} avril 2025 au 31 Janvier 2026

Rédigé par l'équipe projet de PADIE et Experts Solidaires

Janvier 2026

GIRE MONO



Table des matières

1		
i-	Liste des abréviations	3
i-	Equipe de rédaction	4
ii-	Résumé du rapport	4
iii-	Bilan sommaire du semestre	5
iv-	Caractéristiques détaillées du projet	7
I-	CONTEXTE ET RAPPEL DU PROJET	0
1.1-	Cadre juridique	0
1.2-	Présentation du Bassin versant du Mono dans la préfecture de Yoto	0
1.3-	Présentation du projet	1
II-	RESUME DES ACTIVITES MAJEURES DU SEMESTRE	2
2.1-	Activités liées au résultat attendu R 0 : Gouvernance du projet	2
2.2-	Activités liées au résultat attendu R1 : La gouvernance locale de l'eau est améliorée en favorisant en particulier les dialogues locaux dans un cadre d'intercommunalité	3
2.3-	Activités liées au résultat attendu R2 : Les services d'eau potable et assainissement sont améliorés.	8
☐	Activité R2A4 : Généraliser et animer le partage de la connaissance de la ressource commune via notamment un diagnostic participatif des ressources dans les communes de Yoto 1, 2 et 3.	12
☐	Activité R2A5 : Construire un bloc de latrines ECOSAN dans l'établissement primaire publique APEDOME à Ahépé, Yoto 2 et R2A6 : Réaliser un forage dans le cadre du jardin scolaire dans l'établissement scolaire publique APEDOME à Ahépé, Yoto 2	15
2.4-	Activités liées au résultat attendu R 3 : Les techniques de protection de la ressource à l'échelle de la préfecture de Yoto sont coordonnées et adaptées aux futurs enjeux du développement local.	15
☐	Activité R3A1: Poursuivre la mise en place de périmètres de protection autour des forages de Tanou	15
☐	R3A2 : Poursuivre la protection des rives du Mono	16
☐	R3A3 : Poursuivre les formations à l'agroécologie, à l'utilisation de fertilisants et de pesticides biologiques dans le champ-école	20
☐	R 3A4 : Créer un jardin scolaire pour promouvoir l'agroécologie dans la commune de Yoto 2.	21
III-	DIFFICULTES RENCONTREES / APPROCHES DE SOLUTIONS ET PERSPECTIVES	22
3.1-	Difficultés rencontrées	22
3.2-	Approches de solutions	23
3.3-	Perspectives	24

i- Liste des abréviations

ABM	Autorité du Bassin du Mono
AFD	Agence Française de Développement
AESN	Agence de l'Eau Seine Normandie
AGIDE	Association pour la Gestion intégrée et Durable de l'Environnement
BF	Borne Fontaine
BV	Bassin Versant
CLE	Comité Local de l'Eau
CRCC-UL	Centre de Recherche sur le Changement Climatique de l'Université de Lomé
CVD	Comité Villageois de Développement
DIO	Diagnostic Institutionnel et Organisationnel
DP	Directeur Préfectoral
DPES	Direction d'Exploitation Sud
DSP	Délégation de Services Publiques
ES	Expert-Solidaires
ESPANCA	Extension du Service Public D'assainissement Public Non Collectif Aného
FCT	Faïtière des Communes du Togo
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
MEA	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
MOC	Maîtrise d'Ouvrage Communal
ODEF	Office de Développement et d'Exploitation des Forêts
OLGE	Organe local de Gestion de l'eau
PADIE	Pionniers en Action pour un Développement Intégré à l'Environnement
PEA	Poste d'Eau Autonome
PF	Point Focal
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POSC	Plateforme des Organisations de la Société Civile
PSEC	Planification, suivi-évaluation et capitalisation
SCAN Togo	
RT	Référent Technique
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SP-EAU	Société de Patrimoine, Eau et Assainissement en milieu Urbain et semi urbain
TdE	Société Togolaise des Eaux
TdR	Termes de Références
WACEM	West African. Cement

i- Equipe de rédaction

Le présent rapport est rédigé et validé par les équipes de projets et de coordination de PADIE et Experts Solidaires :

- KUADJOVI-AYEDEU Eve, chargé du projet GIRE MONO 2, CT&padie
- HERRI Elisa, coordonnatrice de projet
- EWOZO Lionel, Chargé de suivi PSEC PADIE...
- ANAGBLA Kossi, chargé de la capitalisation
- AKAKPO Wohou, Référent Technique GIRE de PADIE
- ATIGAKU Emile, DG de PADIE, Coordonnateur local de GIRE MONO
- FRENEL Patrick, Expert GIRE d'Experts Solidaires
- MAHE Jean Pierre, Directeur d'Experts Solidaires

ii- Résumé du rapport

Démarré en avril 2025, pour une durée de 24 mois, la phase 2 du projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le bassin du Mono s'inscrit dans la continuité de la phase 1 et vise à consolider et développer les activités définies dans le SDAGE en cours, dans une démarche d'intercommunalité des communes du Yoto et de compréhension transversale des aspects de la GIRE. Il s'articule autour de 3 principaux axes : l'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, la promotion des techniques de protection de la ressource et l'amélioration de la gouvernance locale. Au cours de ce premier semestre, les activités réalisées ont concerné les trois axes du projet.

Le présent rapport présente les activités réalisées au cours depuis le début de ce projet en avril 2025 au 31 janvier 2026.

iii- Bilan sommaire du semestre

Résultats	Activités prévues	Activités réalisées
R0 : Gouvernance du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Planification du projet - Points hebdomadaires sur le projet 	<p>La planification générale et la microplanification ont été réalisées à travers des rencontres interservices de PSEC chaque mois.</p> <p>Des points hebdomadaires internes à l'équipe projet élargi aux PF communaux sont faits</p>
R1 : La gouvernance locale est améliorée en favorisant en particulier les dialogues locaux dans un cadre d'intercommunalité	Accompagner l'intercommunalité des communes de Yoto 1, 2 et 3.	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte des données locales sur les ressources en eau par les acteurs locaux chargé du suivi participatif - Suivi des acteurs locaux et synthèse des données de chaque village par les PF et l'équipe projet - Organisation du troisième carrefour local de l'eau
	Accompagner la mise en place d'un Comité Local de l'Eau (CLE).	<p>Afin d'accompagner les acteurs, ont été organisés en 2025 un mini-carrefour de l'eau ainsi qu'un carrefour de l'eau annuel à la Préfecture de Yoto. Ces temps permettent des échanges entre les acteurs institutionnels et les différents acteurs communautaires (maraichers, éleveurs, reboiseurs, fontainières, Présidents de CVD populations...)</p> <p>La mise en place du CLE n'a pas débuté à temps du fait des élections municipales. Elles vont débiter au cours de ce premier trimestre de l'année 2026</p>
	Former les acteurs communaux de Yoto 2 à la maîtrise d'ouvrage communale, d'eau et d'assainissement	Ces activités n'ont pas débuté à temps du fait des élections municipales. Elles vont se débiter au cours de ce premier trimestre de l'année 2026
	Organiser une visite-échange entre les communes frontalières du Bénin et du Togo pour une gouvernance commune de la ressource en eau	<p>En 2025, PADIE a rencontré les associations JFW et Louvain à plusieurs reprises. Ces dernières interviennent sur des projets autour de la GIRE au Bénin. PADIE et Experts-Solidaires ont également rencontré un représentant de l'organe des collectivités territoriales transfrontalières du sud Bénin-Togo (OCT-SBT).</p> <p>L'organisation de la visite est prévue sur l'année 2026 (la mise en place de l'organe</p>

		ayant été faite, ce dernier pourra tirer des leçons de l'expérience du Bénin
	Mener une campagne IEC dans les 5 cantons dans lesquels a lieu le projet.	La sensibilisation a débuté pendant le mois d'octobre. Des sensibilisations ont été faites aux élèves et à la population. D'autres sessions seront organisées en 2026.
Résultat 2 : Les services d'eau potable et assainissement sont améliorés.	Réaliser deux nouveaux PEA à Yoto 2 et 3 et réhabiliter une PMH en PEA à Yoto 1.	Ces activités ont été mises en suspens du fait des problèmes de gestion identifiés sur les ouvrages de la phase 1, elles reprendront en 2026.
	Protéger les PEA construits.	
	Placer le suivi des ressources au centre d'une gestion adaptée et pérenne	Une enquête a été réalisée au niveau des localités pour apprécier la gestion des ouvrages et l'utilisation de l'eau par les communautés
	Généraliser et animer le partage de la connaissance de la ressource commune via notamment un diagnostic participatif des ressources dans les communes de Yoto 1, 2 et 3.	- Un suivi participatif est organisé
	Construire un bloc de latrines ECOSAN dans l'établissement primaire publique APEDOME à Ahepé, Yoto 2	Les échanges ont été faits avec le directeur de l'école pour la mise au propre du site
R3 : Poursuivre la mise en place de périmètres de protection autour des forages de Tanou	Poursuivre la mise en place de périmètres de protection autour des forages de Tanou	- Les TdR d'une étude hydrogéologique ont été élaborés et diffusés auprès de bureaux d'études
	Poursuivre la protection des rives du Mono	Des actions de reboisement sont en cours
	Poursuivre les formations à l'agroécologie, à l'utilisation de fertilisants et de	- 25 femmes sont formées sur les pratiques agroécologiques

	pesticides biologiques dans le champ-école	
	Créer un jardin scolaire pour promouvoir l'agroécologie dans la commune de Yoto 2	Une note a été envoyée à la Mairie pour qu'elle demande l'autorisation de la réalisation des activités agricoles avec les élèves

iv- Caractéristiques détaillées du projet

- **Titre du projet :** Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Bassin du Fleuve Mono, Commune Yoto 1, Commune Yoto 2 et Commune Yoto 3 phase II (GIRE MONO II)
- **Lieu du projet :** Togo, Commune Yoto 1, Commune Yoto 2 et Commune Yoto 3
- **Objectif général du projet :** Le projet GIRE MONO II a pour objectif de favoriser une dynamique territoriale de développement local basée sur une maîtrise de ses ressources en eau par les usagers locaux en consolidant et débloquent les freins observés dans la phase I, tout en intégrant d'autres actions complémentaires, toujours cohérentes et coordonnées dans le cadre du SDAGE en cours.
- **Objectifs spécifiques :**
 - Continuer à développer les compétences des acteurs locaux en matière de Gestion Intégrée des Ressources en eau du Bassin du Mono sur leur territoire dans la préfecture de Yoto ;
 - Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les communes de Yoto 1, Yoto 2 et Yoto 3 (dans la prospective de l'ODD 6)
 - Amplifier la protection de la ressource du bassin au plan local, dans la préfecture de Yoto (ODD 14)
- **Durée :** 24 mois (Avril 2025- Mars 2027)
- **Opérateurs et partenaires :**
 - MEA : Autorité délégante de la DSP d'eau potable au Togo ;
 - Commune Yoto 1, commune Yoto 2 et commune Yoto 3 : Maîtres d'ouvrage du projet et co-financiers du projet ;
 - AESN, SCAN Togo, TDE : Partenaires techniques et financiers ;
 - Experts-Solidaires : Opérateurs de mise en œuvre ;
 - PADIE : Assistant à maîtrise d'ouvrage communale, coordonnateur local du projet

■ Les principaux résultats attendus du projet

R1 : La gouvernance locale de l'eau est améliorée en favorisant en particulier les dialogues locaux dans un cadre d'intercommunalité

R2 : L'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement est amélioré.

R3 : Les techniques de protection de la ressource à l'échelle de la préfecture de Yoto sont coordonnées et adaptées aux futurs enjeux du développement local.

■ Les principales activités du projet

Activités du R0 : Gouvernance du projet

- Faire la microplanification annuelle du projet
- Faire des réunions hebdomadaires pour échanger sur les évolutions du projet
- Organiser des points PSEC mensuels pour faire le point sur les activités réalisées au cours du mois
- Organiser des points PSE mensuels avec les points focaux
- Organiser des rencontres semestrielles du comité de pilotage du projet

Activités du R1 : La gouvernance locale est améliorée en favorisant en particulier les dialogues locaux dans un cadre d'intercommunalité

- Accompagner l'intercommunalité des communes de Yoto 1, 2 et 3.
- Accompagner la mise en place d'un Comité Local de l'Eau (CLE).
- Former les acteurs communaux de Yoto 2 à la maîtrise d'ouvrage communale, d'eau et d'assainissement
- Organiser une visite-échange entre les communes frontalières du Bénin et du Togo pour une gouvernance commune de la ressource en eau
- Mener une campagne IEC dans les 5 cantons dans lesquels a lieu le projet.

Activités du R2 : Les services d'eau potable et assainissement sont améliorés

- Réaliser deux nouveaux PEA à Yoto 2 et 3 et réhabiliter une PMH en PEA à Yoto 1
- Protéger les PEA construits.
- Placer le suivi des ressources au centre d'une gestion adaptée et pérenne
- Généraliser et animer le partage de la connaissance de la ressource commune via notamment un diagnostic participatif des ressources dans les communes de Yoto 1, 2 et 3.
- Construire un bloc de latrines ECOSAN dans l'établissement primaire publique APEDOME à Ahepé, Yoto 2
- Réaliser un forage dans le cadre du jardin scolaire dans l'établissement scolaire publique APEDOME à Ahepé, Yoto 2

Activités du R3 : Les techniques de protection de la ressource à l'échelle de la préfecture de Yoto sont coordonnées et adaptées aux futurs enjeux du développement local. :

- Poursuivre la mise en place de périmètres de protection autour des forages de Tanou
- Poursuivre la protection des rives du Mono
- Poursuivre les formations à l'agroécologie, à l'utilisation de fertilisants et de pesticides biologiques dans le champ-école

- Créer un jardin scolaire pour promouvoir l'agroécologie dans la commune de Yoto 2.
- **Bénéficiaires finaux du projet :** Population des communes Yoto 1, Yoto 2 et Yoto 3, estimée à 52 821 habitants répartis comme suit :
 - Yoto 1 : Canton d'Amoussimé 12 720 habitants et canton de Kinikondji : 5 465 habitants
 - Yoto 2 : Canton de Zafi ; 10 683 habitants
 - Yoto 3 : cantons de Tokpli (13 998 habitants) et Sedomé : 9 955 habitants

I- CONTEXTE ET RAPPEL DU PROJET

1.1- *Cadre juridique*

Le Togo dispose de ressources en eau relativement abondantes (quantitatif). Cependant, le problème de l'adéquation entre la disponibilité de ces ressources en eau et les besoins de développement pourraient se poser en termes de déficit de gestion et de maîtrise desdites ressources qui exigent à être mieux protégées et utilisées avec une meilleure coordination (qualitatif). Cet équilibre risque d'être encore plus problématique dans le contexte du changement climatique. Aussi, le Togo s'est engagé depuis 2002 dans l'approche de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Le territoire national comporte trois bassins hydrographiques dénommés : « bassin de l'Oti », « bassin du Mono » et « bassin du Lac Togo ». La loi n°2010-004 portant code de l'eau prévoit la réalisation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) par bassin, ou groupe de sous-bassins.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) constitue un instrument de planification, qui définit les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Ainsi, tout programme de mise en valeur des ressources en eau, à l'échelle du bassin versant, de même que toutes décisions administratives relatives à la gestion des ressources en eau doivent être compatibles avec les dispositions du SDAGE du bassin concerné (lorsque le SDAGE sera validé). Il importe de souligner que la compatibilité des préconisations du SDAGE avec les autres politiques territoriales et centrales traitant de l'eau est appréciée par les autorités qui vont valider le document final. Cette compatibilité, une fois acquise, fera du SDAGE un document opposable aux tiers notamment dans les documents d'urbanisme (inondations par exemple ou protection des ressources)

1.2- *Présentation du Bassin versant du Mono dans la préfecture de Yoto*

Le bassin du Mono, d'une superficie totale de 24.300 km², est un bassin transfrontalier partagé par le Togo et le Bénin. Il est situé pour sa plus grande partie au Togo. Prenant sa source près d'Aledjo (département de Donga, Bénin), le Mono se jette dans le Golfe de Guinée (Océan Atlantique). La préfecture du Yoto représente 2,69 % du bassin du Mono qui regroupe les communes de Yoto 1, 2 et 3.

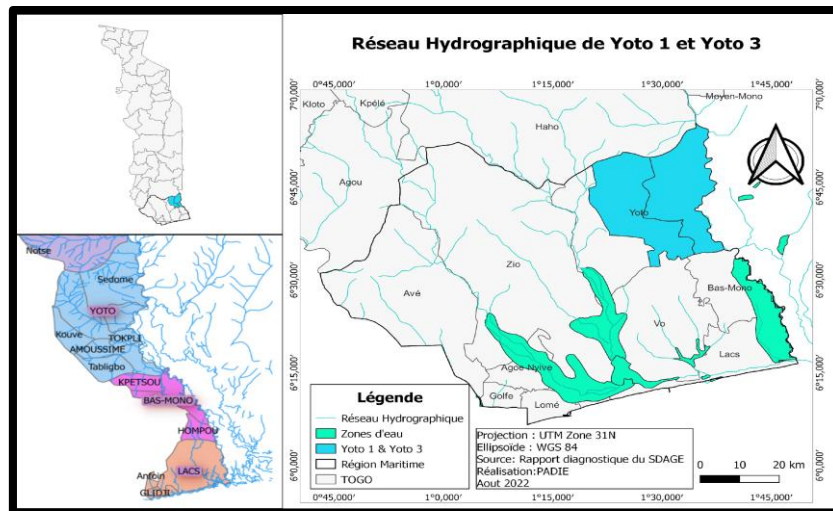


Figure 1 : Emprise du bassin versant du Mono dans la préfecture Yoto, PADIE

1.3- Présentation du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions dans le secteur Eau-Assainissement en lien avec les priorités de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 du Togo, et en cohérence avec l'Agenda 2030 l'Association Pionniers en Action pour un Développement Intégré à l'Environnement (PADIE) et son partenaire Experts-Solidaires mettent en œuvre la phase 2 du Projet de « Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le bassin du Mono dans les communes Yoto 1, Yoto 2 et Yoto 3 » (GIRE MONO). Le projet s'inscrit dans un programme à long terme de développement territorial du Bassin du Mono au Togo. La finalité du projet GIRE MONO est d'harmoniser les initiatives locales en matière d'aménagement (eau /assainissement/protection de la ressource) avec les orientations connues du SDAGE en cours, au moyen notamment d'une amélioration de la gouvernance locale. Cette harmonisation touche en particulier la transversalité des actions, de développement territorial local prioritairement dans les domaines précités. Financé dans le sous bassin du Mono au Togo par l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN), la Fondation Heidelberg Cement/Scan Togo et la Togolaise des Eaux (TdE) en appui aux deux communes, maîtres d'ouvrages, le projet GIRE MONO se présente comme une déclinaison, l'échelle intercommunale des priorités du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE), en cours d'élaboration.

Trois résultats sont attendus :

R1 : La gouvernance locale de l'eau est améliorée en favorisant en particulier les dialogues locaux dans un cadre d'intercommunalité

R2 : L'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement est amélioré.

R3 : Les techniques de protection de la ressource à l'échelle de la préfecture de Yoto sont coordonnées et adaptées aux futurs enjeux du développement local.

Le projet a pris un peu de retard à ses débuts liés à la régularisation des activités finales de la phase I. Ce rapport présente les activités réalisées au cours du premier semestre du projet

II- RESUME DES ACTIVITES MAJEURES DU SEMESTRE

2.1- Activités liées au résultat attendu R 0 : Gouvernance du projet

Au cours du premier semestre, des efforts importants ont été consentis pour consolider la gouvernance du projet et renforcer la coordination entre les différents acteurs impliqués.

La mise en place et la restructuration de l'équipe projet de PADIE ont marqué une étape clé dans la consolidation de la gouvernance interne. Cette réorganisation visait à clarifier les rôles et responsabilités afin d'assurer une meilleure articulation entre le siège et les actions de terrain.

Ainsi, l'équipe projet a évolué avec l'arrivée fin mars 2025 d'HERRI Elisa, Assistante technique en charge de la coordination des projets ; en mai 2025 de LAWSON Djito, recruté en tant qu'Assistant technique du projet GIRE Mono, basé à Tabligbo dans la préfecture de Yoto, zone d'intervention du projet ; puis, en juin, de KUADJOVI-AYEDEU Efua Eve Manu, arrivée en remplacement de NIKABOU Clément en qualité de chef projet. La mission de Djito s'inscrit dans un stage de six mois assortis d'un contrat local d'assistant technique de onze mois. Il apporte un appui technique de proximité, à la fois aux points focaux communaux et à Eve, chargée de la coordination du projet. Côté Experts-Solidaires, AGUILHON Léna a quitté le projet GIRE MONO mi-octobre et a été remplacée par MAHE Jean-Pierre, Directeur d'Experts-Solidaires. En décembre, LAWSON Djito a vu son statut modifié, il est désormais prestataire de l'équipe projet, via son bureau d'étude, SEE CONSULTING.

Le cahier de charges de l'assistant technique couvre principalement l'appui à la gouvernance locale (création de l'intercommunalité, délégation de service public de l'eau), la coordination des travaux d'eau et d'assainissement, la protection de la ressource et le suivi participatif avec les points focaux. Après son stage, son contrat a été transformé en contrat de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique.

La configuration actuelle de l'équipe se présente comme ainsi :

- KUADJOVI-AYEDEU Eve, chargé du projet GIRE MONO 2,
- HERRI Elisa, coordonnatrice de projet
- KONFINO Hervé Mantote / Conseiller technique climat économie verte
- ANAGBLA Kossi, chargé de la capitalisation
- AKAKPO Wohou, Référent Technique GIRE de PADIE
- ATIGAKU Emile, DG de PADIE, Coordonnateur local de GIRE MONO
- LAWSON Djito prestataire Bureau d'études SEE Consulting
- FRENEL Patrick, Expert GIRE d'Experts Solidaires
- MAHE Jean Pierre, Directeur d'Experts Solidaires

Enfin, des revues hebdomadaires et mensuelles ont été régulièrement tenues à la suite des rapports mensuels pour suivre l'état d'avancement du projet, identifier les difficultés rencontrées et proposer les actions correctives nécessaires. Cette dynamique de coordination interne, renforcée par la présence d'un appui technique sur le terrain, contribue à une gouvernance plus participative, réactive et cohérente du projet GIRE Mono II.

2.2- *Activités liées au résultat attendu R1 : La gouvernance locale de l'eau est améliorée en favorisant en particulier les dialogues locaux dans un cadre d'intercommunalité*

Le démarrage de la phase II du projet ayant été impactées par les élections municipales 2025 (lancement de la campagne en juin et installation des nouveaux élus fin octobre), les activités liées au résultat R1 n'ont pas pu être réalisées. Au cours de cette première année de mise en œuvre du projet GIRE MONO II, plusieurs activités portant sur le renforcement de l'intercommunalité avaient été planifiées. L'objectif était de favoriser la concertation, la planification locale et la mise en place de mécanismes de gouvernance participative à l'échelle intercommunale. Les activités planifiées sont les suivantes :

- R1A1 : Accompagner l'intercommunalité des communes de Yoto 1, 2 et 3.
- R1A2 : Accompagner la mise en place d'un Comité Local de l'Eau/Organe local de Gestion de l'Eau (CLE/OLGE).
- R1A3 : Former les acteurs communaux de Yoto 2 à la maîtrise d'ouvrage communale, d'eau et d'assainissement
- R1A4 : Organiser une visite-échange entre les communes frontalières du Bénin et du Togo pour une gouvernance commune de la ressource en eau
- R1A5 : Mener une campagne IEC dans les 5 cantons dans lesquels a lieu le projet.

Activité R1A1 : Accompagner l'intercommunalité des communes de Yoto 1, 2 et 3.

Le déroulement de ces activités a été profondément affecté par le contexte électoral :

- **Élections municipales** : Les élections municipales ont entraîné un gel quasi-total des initiatives de la part des équipes municipales sortantes, qui, en raison de la fin de mandat imminente, ont souhaité éviter de s'engager dans de nouveaux projets ou de prendre des décisions importantes.
- **Nouveau conseil élu** : Depuis la tenue des élections des conseillers municipaux, les différentes communes disposent à nouveau de conseils élus.
- **Désignation du maire** : Bien que les conseillers soient en place, le choix du maire – nécessaire pour l'installation complète des nouvelles équipes municipales a été repoussé à plusieurs reprises. Cela a directement affecté la gouvernance locale, car tant que le maire n'est pas officiellement désigné, les communes restent dans une phase de transition (voire d'incertitude), ce qui bloque la mise en œuvre d'actes budgétaires ou administratifs essentiels, dont ceux liés aux actions du projet.

Malgré ce contexte, l'équipe projet a maintenu une dynamique de plaidoyer et de concertation auprès des autorités locales. Ce travail a permis d'avancer sur les travaux administratifs et institutionnels préparatoires à la création de l'intercommunalité entre Yoto 1, Yoto 2 et Yoto 3, notamment à travers :

- L'accompagnement des communes dans la prise d'engagement formel en faveur de l'intercommunalité ;
- La signature des engagements de contribution financière des trois communes au futur fonctionnement de la structure intercommunale ;

- La cooptation du Maire de Yoto 1 pour la signature officielle des documents d'engagement, au nom du regroupement intercommunal en cours de structuration.

Ces démarches ont permis de poser les bases institutionnelles de l'intercommunalité et de renforcer la confiance entre les parties prenantes, en vue de la mise en place du Comité Local de l'Eau (CLE/OLGE).

Les activités R1A2 et R1A3 n'ont pu être réalisées du fait de la transition institutionnelle en cours à ce moment. Cependant après la prise de fonction des nouveaux élus, une rencontre a été faite ces derniers.

Sur le plan national, la GIRE a été une thématique importante du Forum de l'Eau et de l'Environnement du Mono (FEEM) organisé du 1^{er} au 3 décembre 2025 auquel les équipes de PADIE et d'Experts-Solidaires ont participé. Deux interventions ont été portées par l'équipe GIRE MONO et un Président de CVD de Yoto actif dans le projet : la première consacrée à un retour d'expérience sur la gouvernance locale de l'eau et la seconde aux solutions fondées sur la nature. Cet évènement a également permis une rencontre avec un représentant de l'Union Européenne venu présenter aux acteurs locaux le contenu et le calendrier prévisionnel du déploiement du projet EMORA à venir.

Dans le cadre du projet GIRE Mono Phase II, PADIE a organisé le 4 décembre 2025 une rencontre institutionnelle avec les nouvelles équipes municipales de Yoto 1, Yoto 2 et Yoto 3, à la suite des élections municipales. Cette rencontre a permis de présenter le projet, ses acquis et ses perspectives, de clarifier les rôles et responsabilités des communes ainsi que les mécanismes de coordination et de contribution financière. Malgré certaines préoccupations exprimées, notamment sur les contributions communales et l'évaluation de la phase I, cette mission a constitué une étape clé pour renforcer l'appropriation du projet et consolider la gouvernance concertée des ressources en eau dans le bassin du Mono.



Photo 1: Rencontre institutionnelle avec les nouveaux élus locaux

✚ Activité R1A4 : Organiser une visite-échange entre les communes frontalières du Bénin et du Togo pour une gouvernance commune de la ressource en eau

En 2025, PADIE a rencontré plusieurs fois l'association JFW et le groupe Louvain, actifs en matière de GIRE au Bénin, afin d'échanger sur les perspectives de projets communs. PADIE et Experts-Solidaires ont également pu échanger avec le représentant de l'Organe des collectivités territoriales transfrontalières du sud Bénin-Togo (OCT-SBT) qui représente plusieurs communes importantes (dont Grand Popo et Aného) et située à proximité du Mono. Les échanges seront poursuivis en 2026.

Enfin, la **visite d'échanges entre les communes frontalières du Bénin et du Togo** est programmée pour **2026**, afin de favoriser un partage d'expériences pertinent après la mise en place du CLE au Togo. Les communes béninoises partenaires, déjà dotées d'organes locaux de gestion de l'eau, serviront de modèle pour inspirer la gouvernance locale dans la préfecture de Yoto.

✚ Activité R1A5 : Mener une campagne IEC dans les 5 cantons dans lesquels a lieu le projet.

Une formation a été organisée au profit des bénéficiaires des latrines ECOSAN sur leur utilisation et la valorisation des sous-produits agricoles dans le champ-école. Lors du Carrefour de l'Eau tenu en juin 2025, plusieurs bénéficiaires ont témoigné de bons rendements agricoles obtenus grâce à l'utilisation du compost produit à partir des sous-produits ECOSAN.



Photo 2: Formation des bénéficiaires des latrines ECOSAN

La campagne de sensibilisation (IEC) a débuté en octobre 2025 et ciblera la population des cinq cantons d'intervention (Ahépé, Zafi, Kinikondji, Sédomé et Tokpli), avec un accent particulier sur les jeunes, les femmes et les élèves, à travers des émissions radios et des activités communautaires.

Elle a débuté en octobre 2025 par les élèves des écoles primaires Apédomé 1, Apédomé 2, Zafi-centre, Hépoé, et l'EPC Kpokli. Animé par le STEHA de Yoto 2 appuyé par l'assistant technique, elle a permis d'expliquer aux élèves à travers des causeries éducatives et des démonstrations pratiques, comment et à quels moments se laver les mains.

De cette campagne, il ressort que les écoles manquent de point d'eau et de dispositif de lavage des mains (voir Annexe 1 : Rapport d'activités de sensibilisation sur le lavage des mains chez les élèves du primaire dans la commune Yoto 2 dans le cadre du projet GIRE MONO II).



Photo 3: Sensibilisation dans les écoles primaires de la commune de Yoto 2

La sensibilisation s'est poursuivie en novembre 2025 à l'occasion de la journée mondiale des toilettes. Une mission de sensibilisation a été conduite dans la commune de Yoto 3 avec l'appui de Jacques GABA (CCEABT) et d'Hervé KOFINO. Elle s'est déroulée dans les villages de **Toudjikondji** et **Djrekpon**, avec pour objectifs principaux la sensibilisation des communautés sur la gestion et l'usage de l'eau potable, ainsi que le renforcement des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

À **Toudjikondji**, les échanges ont permis d'identifier plusieurs difficultés liées à la gestion de l'eau, notamment autour d'un forage antérieur, récemment remis en service. Grâce aux actions de sensibilisation antérieures, la communauté a engagé un dialogue interne sur la contribution financière à l'eau, reconnaissant que celle-ci ne peut être gratuite. Un appui ciblé a été apporté au comité eau pour le renforcement des capacités en tenue du cahier de gestion, bien que des insuffisances persistent. La sensibilisation a été menée à l'aide de l'outil PHAST, avec un accent particulier sur l'hygiène, la gestion de l'eau et, en lien avec la Journée mondiale des toilettes (19 novembre), sur l'importance de l'accès aux latrines. Il ressort des échanges une communauté relativement désabusée, exprimant un sentiment d'abandon et formulant comme principale doléance un appui aux femmes pour la culture et la transformation du manioc. Il est à noter que le village ne dispose pas de latrines et pratique la défécation à l'air libre.



Photo 4: Sensibilisation à Toudjikondji

À **Djrekpon**, la mission a été accueillie très favorablement par la population. Les discussions ont mis en évidence des perceptions contrastées sur l'eau du PEA : si certains continuent d'utiliser l'eau du fleuve Mono pour des usages spécifiques (lessive, cuisine), d'autres ont reconnu les bénéfices sanitaires du PEA, notamment pour les personnes âgées. Malgré certaines réticences liées au goût de l'eau, les données de gestion confirment une utilisation majoritaire du PEA par la population. La sensibilisation, menée avec l'outil PHAST, a porté sur les pratiques d'hygiène, le lavage des mains, la protection de l'eau stockée, l'abandon de la consommation d'eau de rivière sans traitement et la lutte contre la défécation à l'air libre. Le message de changement de comportement a été renforcé par le point focal, insistant sur les risques sanitaires liés à l'eau du fleuve. À l'issue de la mission, la communauté s'est engagée à utiliser l'eau du PEA et à contribuer à sa gestion, avec une participation particulièrement enthousiaste des élèves. Les femmes ont par ailleurs exprimé le besoin d'un appui en équipements, notamment une motopompe, pour le développement du maraîchage.



Photo 5: Sensibilisation à Djrekpon

A **Akladjenou**, suite à des conflits de chefferie, la population n'a pu être mobilisée pour la sensibilisation.

2.3- Activités liées au résultat attendu R2 : Les services d'eau potable et assainissement sont améliorés.

Les activités liées au résultat 2 concernent pour la plupart la mise en place d'ouvrages permettant d'améliorer l'accès à l'eau et le suivi participatif de la ressource en eau.

Ces activités programmées sont les suivantes :

- R2A1 : Réaliser deux nouveaux PEA à Yoto 2 et 3 et réhabiliter une PMH en PEA à Yoto 1
- R2A2 : Protéger les PEA construits.
- R2A3 : Placer le suivi des ressources au centre d'une gestion adaptée et pérenne
- R2A4 : Généraliser et animer le partage de la connaissance de la ressource commune via notamment un diagnostic participatif des ressources dans les communes de Yoto 1, 2 et 3.
- R2A5 : Construire un bloc de latrines ECOSAN dans l'établissement primaire publique APEDOME à Ahepé, Yoto 2

- R2A6 : Réaliser un forage dans le cadre du jardin scolaire dans l'établissement scolaire publique APEDOME à Ahepé, Yoto 2

Les deux premières activités n'ont pas été réalisées car des problèmes de gestion ayant été identifiés sur les précédents ouvrages installés durant la phase I. Il a été proposé de trouver une solution à ces problèmes avant de lancer la construction des ouvrages de la phase II. A cet effet, une réunion de partage d'expériences a eu lieu en ligne avec les équipes de différents projets mis en œuvre par PADIE (PAGEPC et INIDEA) et sur lesquels le mode de gestion est la délégation soit des bornes fontaines (INIDEA) ou du réseau (PAGEPC). Compte tenu du contexte local et du fonctionnement du dispositif à Yoto 1, il a été décidé de laisser la gestion des ouvrages aux acteurs locaux et communautaires, mais en renforçant le suivi et la formation des acteurs (gestionnaires et points focaux communaux).

En parallèle, Eagle's Agency réfléchi à une évolution du modèle qui pourrait être pérenne et adaptée aux réalités rencontrées.

Concernant les deux dernières activités, les activités de construction d'ouvrages ayant été suspendus, les partenaires ont donné leur accord à condition de mettre en place préalablement les bases pour une bonne gestion des ouvrages.

Activité R2A1 : Réaliser deux nouveaux PEA à Yoto 2 et 3 et réhabiliter une PMH en PEA à Yoto 1

Compte tenu des problèmes de gestion identifié sur les ouvrages construits dans la phase 1, l'équipe sera particulièrement vigilante aux modalités de gestion envisagées avant toute construction d'ouvrage. Dans le cadre du projet GIRE MONO II, la commune de Yoto 2 avait identifié une localité, celle de Lalikpé pour la réalisation du PEA. Cependant lors des activités, lorsque le chef de cette localité était invité, il disait ne pas dépendre de la commune de Yoto 2, parce qu'ayant été intronisé par le Préfet de Haho. Il a donc été décidé d'identifier une autre localité pour pour l'implantation du PEA ET la localité choisie est celle d'Adzove-Avedzé.

Une visite de terrain a été effectuée sur ce site, en présence des communautés locales, incluant hommes et femmes. Les échanges ont permis de mieux cerner les besoins prioritaires et les conditions d'accès à l'eau dans la localité.

Il ressort des discussions que la communauté fait face à un besoin urgent et critique en eau potable. La principale source d'approvisionnement est un ruisseau partagé avec le bétail, notamment les bœufs, ce qui entraîne une forte pollution de l'eau, devenue verdâtre et impropre à la consommation. Cette situation affecte directement les conditions d'hygiène et de santé des populations ; certaines femmes ont notamment indiqué qu'il leur arrive de rester jusqu'à trois jours sans se laver, faute d'eau disponible.

Le village compte environ 700 habitants, répartis de manière dispersée sur deux sites distincts, dont le principal est structuré autour de l'école. En l'absence de point d'eau potable fonctionnel, les populations s'approvisionnent en eau conditionnée ("pure water") depuis Tabligbo, ce qui représente un coût supplémentaire. Par ailleurs, les forages les plus proches

se situent à une distance comprise entre 3,5 km et 5 km, obligeant les ménages à recourir régulièrement à des taxis-motos pour le transport de l'eau.

Les femmes ont également exprimé leur fort besoin en eau pour le développement de leurs activités génératrices de revenus, notamment la transformation artisanale de l'huile de palme, activité essentielle pour l'économie locale.

Concernant le futur Point d'Eau Autonome (PEA), les usages envisagés par la population concernent la boisson, la cuisine, l'hygiène, la lessive, l'alimentation en eau pour la transformation de l'huile de palme, en remplacement de l'eau du ruisseau jugée trop insalubre. La question de la gestion du PEA a été abordée avec la communauté, qui a exprimé une forte conscience de l'enjeu et un engagement à assurer une gestion responsable et durable de l'ouvrage, compte tenu de l'importance vitale de l'eau pour la localité.

Enfin, il a été souligné que le manque d'eau constitue un facteur de fragilisation des services sociaux, notamment l'éducation, certains enseignants quittant la localité en raison des conditions difficiles liées à l'absence d'eau potable.



Photo 6: Visite de la localité d'Adzove-Avedze

Activité R2A3 : Placer le suivi des ressources au centre d'une gestion adaptée et pérenne

Il s'agit dans le cadre de cette activité de :

- Suivi participatif de la ressource locale dans un cadre intercommunal et des institutions compétentes comme décrit dans l'activité 4 ;
- Accompagnement et formation d'un service de suivi technique et financier communale et d'une association des usagers en charge du suivi et du contrôle de la qualité du service ;
- Recrutement du gestionnaire, en amont du lancement des appels d'offres de travaux, ce afin qu'il puisse : commenter les options techniques proposées et participer à la réalisation des travaux ;

- Achat d'équipements répondant aux normes européennes auprès de fournisseurs locaux, en capacité de fournir les pièces de rechange et de proposer des conseils ou services après-vente ;
- Mise en place d'indicateurs de performance du service : Indicateur d'accès au service (nombre de points d'eau fonctionnels et non fonctionnels, - % de la population ayant accès au service), indicateurs de consommation (Consommation spécifique en litre/jour/personne), indicateurs de la qualité du service.

Les indicateurs de performance ont été définis pour suivre l'efficacité du service :

- **Indicateurs d'accès** : nombre de points d'eau fonctionnels et non fonctionnels ; pourcentage de la population ayant accès à un service amélioré.
- **Indicateurs de consommation** : consommation spécifique en litres/jour/personne.
- **Indicateurs de qualité du service** : fiabilité, continuité, satisfaction des usagers.

Une enquête réalisée en septembre 2025 dans la commune de Yoto 3 (villages Djrékpon, Akladjénou et Toudjikondji) a permis de mettre en évidence plusieurs enjeux directement liés au suivi participatif des ressources et à la pérennité des services (annexe 1) :

- **Confiance en la ressource** : une majorité de ménages continue de privilégier l'eau du fleuve Mono au détriment des mini-AEP, en raison de la perception d'une meilleure qualité et douceur de l'eau du fleuve. Cela traduit une faible confiance dans l'eau de forage et souligne la nécessité d'analyses régulières de qualité et de communication transparente des résultats aux communautés.
- **Modèles économiques et gouvernance** : les systèmes actuels de gestion présentent de fortes limites. À Djrékpon, la dépendance à un fontainier peu motivé entraîne une gratuité informelle qui fragilise les recettes. À Akladjénou, seuls 54 ménages sur 231 sont abonnés au système forfaitaire, ce qui limite la viabilité financière. À Toudjikondji, la panne du PEA depuis avril 2025 illustre l'absence d'un dispositif de maintenance préventive.
- **Suivi participatif** : l'expérience de Toudjikondji où la communauté est impliquée dans la mesure du niveau de la nappe, avec saisie via KoboCollect, constitue une base intéressante pour renforcer l'appropriation locale. Néanmoins, l'équipement et la formation des comités restent insuffisants.



Photo 7: Enquête dans la commune Yoto 3 (villages Djrékpon, Akladjénou et Toudjikondji)

Ces résultats confirment la pertinence de l'Activité 3 du projet, notamment :

- La mise en place d'un **service communal de suivi technique et financier** formé et outillé ;
- Le recrutement d'un **gestionnaire qualifié**, capable d'accompagner le comité dans la planification, la tarification et la maintenance ;
- L'adoption d'**indicateurs de performance** (fonctionnalité des points d'eau, taux d'abonnement, consommation par ménage, perception de la qualité du service) permettant de suivre objectivement la durabilité des mini-AEP ;
- Le renforcement de la **sensibilisation communautaire** pour accroître l'adhésion au service et réduire le recours à l'eau du fleuve Mono.

En somme, l'enquête apporte des éléments factuels qui orientent la mise en œuvre de l'Activité 3 et démontrent la nécessité d'un **suivi participatif structuré**, associé à une gouvernance locale renforcée et à un modèle économique adapté.

✚ Activité R2A4 : Généraliser et animer le partage de la connaissance de la ressource commune via notamment un diagnostic participatif des ressources dans les communes de Yoto 1, 2 et 3.

Un document de guide du suivi participatif a été élaboré, et sur cette base, les usagers ont été formés pour la réalisation du suivi participatif. Ils ont été également outillés à cet effet. Les données du suivi participatifs sont transcrits dans un fichier (voir annexe 2).

Dans le cadre du projet GIRE MONO I, un dispositif de **suivi participatif** des ressources en eau a été mis en œuvre dans plusieurs localités des communes de Yoto 1, et 3 (Tokpli, Bedjeme, Sikpi Adégou, Sika Kondji, Awoutey Kondji, Amédjrovi Kondji, Woglavi Kondji, Toudjikondji). Les données collectées par les agents communautaires (notamment les présidents de CVD et comités locaux de l'eau) portent sur la profondeur des puits, le goût de l'eau, sa couleur, la présence d'odeurs ainsi que des observations qualitatives.



Photo 8: Suivi participatif

Les résultats montrent des **variations importantes selon les villages** :

- À **Amédjrovi, Bedjeme, Awoutey et Woglavi Kondji**, l'eau est généralement perçue comme **douce et claire**, sans odeur particulière, ce qui favorise son utilisation.
- À l'inverse, à **Sika Kondji et Tokpli**, l'eau est souvent jugée **salée**, et parfois trouble, ce qui limite son attractivité pour les ménages et renforce le recours à des sources alternatives comme le fleuve Mono.
- À **Toudjikondji**, des cas d'eau trouble ont également été signalés, traduisant des problèmes de qualité et de gestion des ouvrages.

De manière transversale, le suivi participatif a permis de mettre en lumière que :

- La **perception de la qualité** (goût, salinité, clarté) influence fortement l'adoption du service, parfois plus que la disponibilité physique de l'eau.
- La **capacité de collecte des données par les comités locaux** est réelle, mais reste inégale et parfois lacunaire, ce qui nécessite un renforcement en formation et en encadrement.
- Ces résultats corroborent les constats de l'enquête menée sur les mini-AEP : faible confiance de certaines communautés envers l'eau des forages, persistance du recours au fleuve, et fragilité des systèmes de gestion locaux.

En conclusion, cette expérience de suivi participatif démontre la pertinence d'impliquer les communautés dans la gestion et l'évaluation des ressources en eau. Toutefois, elle appelle à des actions complémentaires, notamment :

- La réalisation d'analyses physico-chimiques et bactériologiques régulières pour objectiver les perceptions ;
- La mise en place d'un cadre de restitution des données pour renforcer la confiance et la transparence ;
- La formation continue des comités de gestion afin d'améliorer la fiabilité et la régularité des informations collectées.
- L'appui continu aux STEHA aux STEHA communaux pour la collecte des données relatives aux PEA.

Cette démarche constitue un levier essentiel pour une gouvernance locale renforcée et une gestion durable et pérenne des ressources en eau dans le bassin du Mono.

Le **Carrefour de l'eau**, tenu le **5 décembre 2025 à Tabligbo**, a constitué un espace de dialogue et de concertation autour des enjeux de la gestion durable des ressources en eau. Cette rencontre a rassemblé les partenaires financiers et techniques du projet GIRE MONO, les autorités locales, les services déconcentrés de l'État, les organisations communautaires (comités eau, CVD), les usagers de l'eau ainsi que l'ONG PADIE.

L'objectif principal était de présenter les acquis de la **phase 1 du projet GIRE MONO**, d'introduire la **phase 2**, et de recueillir les perceptions, témoignages et recommandations des usagers. La rencontre a débuté par une prise de parole des communautés, qui ont mis en évidence plusieurs difficultés persistantes, notamment la baisse du débit de certains PEA, des problèmes de qualité de l'eau sur certains forages, des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les limites générales d'accès à l'eau dans les communes de la préfecture.

PADIE a ensuite présenté les réalisations de la phase 1 du projet, confirmées par les populations elles-mêmes. Celles-ci ont notamment cité la réalisation et la réhabilitation de PEA, la construction de latrines ECOSAN, la formation à l'utilisation de leurs sous-produits, la mise en place d'un centre de formation en agroécologie, la formation des femmes et l'appui au développement d'activités génératrices de revenus, notamment dans le maraîchage.

Par ailleurs, l'assistant technique d'Experts Solidaires a présenté les résultats des analyses de la qualité de l'eau, mettant en évidence les risques sanitaires liés à la consommation de l'eau du fleuve Mono et l'importance de l'utilisation de l'eau des PEA.

La rencontre s'est achevée par des échanges ayant abouti à plusieurs recommandations clés, portant sur la protection des points d'eau, le renforcement de la sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement, la valorisation des sous-produits des latrines ECOSAN, la prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que l'amélioration du fonctionnement des infrastructures hydrauliques réhabilitées.



Photo 9: Photo de famille du carrefour de l'eau

✚ Activité R2A5 : Construire un bloc de latrines ECOSAN dans l'établissement primaire public APEDOME à Ahépé, Yoto 2 et R2A6 : Réaliser un forage dans le cadre du jardin scolaire dans l'établissement scolaire public APEDOME à Ahépé, Yoto 2

L'équipe a effectué une visite de l'école d'Apedomé. Des échanges ont été menés avec le directeur et les professeurs sur la gestion des travaux qui vont se dérouler dans l'école. Une réunion est prévue avec le comité des parents d'élèves (pour discuter du projet et de l'entretien et la maintenance du forage), une séance de sensibilisation sur l'eau pour les élèves est également prévue, ce qui permettra la distribution des magazines, mise au propre du site (par l'équipe enseignante et les parents d'élèves)

2.4- *Activités liées au résultat attendu R 3 : Les techniques de protection de la ressource à l'échelle de la préfecture de Yoto sont coordonnées et adaptées aux futurs enjeux du développement local.*

Il s'agit ici de mettre en œuvre des activités qui permettent de protéger la ressource. Plusieurs activités ont été identifiées à cet effet :

- Poursuivre la mise en place de périmètres de protection autour des forages de Tanou
- Poursuivre la protection des rives du Mono
- Poursuivre les formations à l'agroécologie, à l'utilisation de fertilisants et de pesticides biologiques dans le champ-école
- Créer un jardin scolaire pour promouvoir l'agroécologie dans la commune de Yoto 2.

✚ Activité R3A1: Poursuivre la mise en place de périmètres de protection autour des forages de Tanou

Lors de la phase I du projet, des périmètres de protection immédiate ont été instaurés autour des forages F1 et F2 de Tanou. Cette action de protection des zones de captage sera poursuivie et renforcée par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Instauration d'un périmètre de protection rapprochée des têtes de forages : il s'agira de faire une étude hydrogéologique, telle que préconisé par le décret n°2012-267, pour préciser le plan d'actions de protection des forages au-delà des périmètres immédiats.
- Mise en place des démarches de maîtrise foncière :

- Réalisation d'un diagnostic agricole autour des captages :
- Poursuite de la collecte d'études et de données hydrogéologiques

Par rapport à cette activité, un cahier de charge de l'expert hydrogéologue qui sera recruté pour l'étude a été élaboré. Ces TdR ont été diffusés auprès de bureaux d'études et deux offres nous sont parvenues. Une a été retenue. La stratégie de l'étude a alors changé au vu du coût de l'étude. Il a été retenu de faire une synthèse bibliographique de toutes les études menées dans le Bassin du Mono, et principalement dans la Préfecture de Yoto, puis sur cette base reformuler le cahier de charges du bureau d'études.

La synthèse a été réalisée et transmise à Experts Solidaires par l'assistant technique à maîtrise d'ouvrage.

R3A2 : Poursuivre la protection des rives du Mono

Quatorze reboiseurs ont été identifiés dans le cadre de cette activité. Une première rencontre a été organisée avec eux pour leur expliquer le contrat de reboisement qui les liera à la commune.

L'activité de reboisement a débuté au mois d'octobre 2025 (début de la saison des pluies). Il faut cependant noter que les pluies ont commencé avec un peu d'avance.



Photo 10: Dialogue avec les reboiseurs sur le contrat de reboisement

Une visite du point focal de la commune Yoto 3, du géomètre de la commune ainsi que du Directeur Préfectoral (DP) de l'environnement a permis de délimiter les parcelles de chaque reboiseur, d'identifier le nombre de plants à fournir à chaque reboiseur. Cette visite a permis de se rendre compte que certains reboiseurs avaient des plantations de palmiers et que le reboisement ne pourrait pas se faire sur certains sites où sont plantés des palmiers. L'appel a donc été lancé pour des reboiseurs supplémentaires.



Photo 11: Visite de délimitation des parcelles à reboiser

Avant le démarrage du reboisement, les reboiseurs ont été formés sur les techniques de plantation et d'entretien des plants par le Directeur Préfectoral de l'Environnement. Cette séance de formation a été l'occasion de les sensibiliser sur l'importance de l'arbre et le bien fondé du projet. Ensuite, il leur a montré comment faire les mesures à l'aide des cordes, placer les piquets et mettre les plants en terre. Il leur a également rappelé à maintes reprises de penser à enlever le sachet qui a servi pour la pépinière avant de mettre les plants en terre.



Photo 12: Formation des reboiseurs sur les techniques de reboisement

Le mois d'octobre a été principalement consacré au reboisement ; 5450 plants ont été acquis et distribués aux reboiseurs.

Le 1^{er} suivi du reboisement s'est déroulé en novembre 2025 et a permis de constater que 5200 plants ont survécu soit un taux de survie de 95,41%.

État général :

- Plants vigoureux dans les zones humides
- Plants jaunis ou desséchés dans les zones compactes
- Quelques plants attaqués par termites et rongeurs
- Reprise moyenne dans les zones de forte pression
- Travaux d'entretien observés
- Désherbage effectué mais incomplet
- Manque de paillage autour des jeunes plants
- Absence de tuteurs pour les plants sensibles
- Contraintes rencontrées
- Insuffisance de mobilisation de la main-d'œuvre communautaire

- Stress hydrique en fin de saison

Les recommandations faites aux reboiseurs ont été les suivantes :

- Désherbage généralisé (rayon d'1 m autour de chaque plant)
- Paillage systématique pour conserver l'humidité
- Mise en place d'une équipe locale de surveillance pour prévenir les feux
- Renforcement des séances de sensibilisation
- Prévoir une opération de repiquage pour remplacer les plants morts (10–20 %)



Photo 13: Photo du 1er suivi du reboisement

Le deuxième suivi des activités de reboisement sur le site de Tokpli, réalisé avec le DP Environnement le 27 janvier 2026 dans le cadre du Projet R4C-Togo, a permis d'évaluer l'évolution de 5450 plants installés sur 14 parcelles couvrant 8,78 ha.

Les résultats montrent un taux de survie estimé à 92,3 %, correspondant à environ 4 800 plants vivants, contre 95,41 % lors du premier suivi, soit une baisse modérée de 3,11 points. Le taux de mortalité observé est de 7,7 % (\approx 400 plants), restant dans des seuils acceptables pour un projet de reboisement.

Les plants vivants présentent globalement une croissance satisfaisante et une bonne vigueur. Les principales causes de mortalité identifiées sont la sécheresse prolongée, l'utilisation de produits chimiques sur certaines parcelles, ainsi que les dégâts liés aux animaux en divagation (transhumance) et au faible entretien de certaines parcelles.

Un rapport a été élaboré et sera transmis à la Préfecture en charge de la question de transhumance pour voir ce qui peut être fait. Des sessions de sensibilisation seront organisées conjointement avec le DP Environnement, notamment sur l'entretien des plants et les impacts de l'utilisation des pesticides (sur les jeunes arbres, mais aussi sur l'eau du Mono, en proximité directe avec les parcelles concernées).

En conclusion, les résultats du deuxième suivi confirment une performance globale satisfaisante du reboisement, tout en soulignant la nécessité de renforcer les actions d'entretien, de protection et de sensibilisation, afin de stabiliser le taux de survie lors des prochains suivis. Le remplacement des plants morts est prévu à la prochaine saison des pluies (il sera conditionné à la mobilisation des propriétaires de parcelles).



Photo 14: 2ème suivi du reboisement, plant en bonne croissance à gauche et effet des produit chimiques à droite

✚ R3A3 : Poursuivre les formations à l'agroécologie, à l'utilisation de fertilisants et de pesticides biologiques dans le champ-école

Un technicien agricole a été recruté sur le champ école pour assurer sa gestion. Chaque jeudi il réalise des formations avec les femmes. Les bénéficiaires sont au nombre de 25 dont 22 femmes et 3 hommes. Ces bénéficiaires ont été formés sur la fabrication de compost, de bokashi (fermentation anaérobie des déchets organiques), la préparation de biopesticides. Ces formations théoriques étaient suivies chaque fois d'application pratique. Ces formations ont permis aux femmes de connaître ces alternatives aux produits chimiques, et également de cultiver de façon saine du gombo, du gboma,...

Le technicien a délimité le terrain en 33 parcelles de 200m² qui sont louées aux femmes à un prix forfaitaire de 3500 FCFA par an. Un forage a été installé sur le site pour fournir de l'eau aux maraichères.



Photo 15: Formation des reboiseurs

Ces différentes formations ont donné l'opportunité aux femmes de changer leurs pratiques culturelles et d'avoir de belles récoltes.



Photo 16: Production des femmes sur le champ-école

Les formations se poursuivent sur le champ école permettant aux bénéficiaires de gagner des revenus à travers les activités de maraichage. La participation active des producteurs, la bonne organisation des séances pratiques et l'application correcte des techniques démontrées témoignent du bon déroulement des activités. Le champ école a ainsi pleinement joué son rôle de cadre d'apprentissage, de démonstration et de partage d'expériences, contribuant au renforcement des capacités des bénéficiaires et à l'adoption progressive de bonnes pratiques agroécologiques. Les recommandations du DP Environnement pour le champ écoles sont les suivantes :

- ❖ Un labour à tracteur sur le champ école est recommandé (la terre paraît sèche)
- ❖ Entourer le champ école de légumineuses et d'arbres compatibles avec les cultures (papayers et orangers)

✚ R 3A4 : Créer un jardin scolaire pour promouvoir l'agroécologie dans la commune de Yoto 2.

- Concernant les deux dernières activités, leur démarrage a pris un peu de retard en raison des procédures administratives. Un courrier a été adressé à la mairie afin qu'elle introduise une demande d'autorisation auprès du Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires puisque certains travaux notamment les activités agricoles scolaires ont été interdits afin d'éviter l'exploitation des élèves. À ce jour, aucune réponse officielle n'a encore été reçue. L'équipe de PADIE a rencontré le Directeur de l'école le 27 janvier 2026. Il a prévu

un échange prochain avec les parents d'élèves afin de discuter du projet et des modalités d'organisation, de gestion et d'entretien du forage et du jardin école.

III- DIFFICULTES RENCONTREES / APPROCHES DE SOLUTIONS ET PERSPECTIVES

3.1- Difficultés rencontrées

Sur les différentes activités mises en œuvre, plusieurs difficultés ont été rencontrées.

Sur les activités relatives au reboisement, les difficultés sont les suivantes :

- **Stress hydrique important**
 - Irrégularité et insuffisance des pluies
 - Sécheresse prolongée après plantation
- **Utilisation incontrôlée de produits chimiques**
 - Herbicides/pesticides utilisés à proximité des parcelles
 - Effets directs : jaunissement, flétrissement, mortalité des plants
- **Dégâts liés aux animaux et à la pression humaine**
 - Animaux en divagation (transhumance)
 - Piétinement et activités agricoles proches
- **Faible entretien post-plantation**
 - Désherbage incomplet
 - Absence ou insuffisance de paillage
 - Manque de tuteurs pour les plants sensibles
- **Mobilisation communautaire inégale**
 - Insuffisance de main-d'œuvre locale pour l'entretien
 - Suivi irrégulier de certaines parcelles

Concernant les activités relatives à l'Eau, hygiène et assainissement (GIRE & PHAST), les difficultés sont :

- **Réticences socioculturelles à l'usage de l'eau du PEA**
 - Préférence pour l'eau du Mono (goût, savon, habitudes)
 - Perception de salinité de l'eau du forage
- **Déficit en assainissement**
 - Absence quasi totale de latrines dans certaines localités
 - Pratique généralisée de la défécation à l'air libre
- **Gestion perfectible des points d'eau**
 - Tenue insuffisante des cahiers de gestion
 - Compréhension encore partielle du principe de paiement de l'eau
- **Désillusion communautaire**
 - Sentiment d'abandon et de promesses non tenues
 - Manque d'infrastructures de base (routes, électricité)

Pour les activités relatives au Champ école & agroécologie, les difficultés rencontrées sont :

- **Réticences sociales vis-à-vis des sous-produits ECOSAN**
 - Stigmatisation des bénéficiaires utilisant urine/fèces traitées

- Baisse de fréquentation et de débouchés commerciaux
- **Contraintes techniques**
 - Manque d'outils agricoles
 - Stress hydrique localisé
 - Attaques légères de ravageurs
- **Disponibilité limitée des producteurs**
 - Faible participation lors des travaux intensifs

Concernant les activités institutionnelles, les difficultés rencontrées sont les suivantes :

- **Contexte électoral :**
 - Élections municipales ayant entraîné un ralentissement des activités ;
 - Mise en place tardive des nouvelles équipes communales.
- **Adhésion institutionnelle incomplète :**
 - Réticences actuelles du Maire de **Yoto 1**, freinant certaines dynamiques locales.
- **Faible implication de certains acteurs relais :**
 - Manque de dynamisme des points focaux, principalement lié à l'insuffisance de motivation (absence ou faiblesse de dotation en carburant et moyens logistiques).

3.2- Approches de solutions

Face aux contraintes institutionnelles, techniques et sociales rencontrées, le projet a privilégié une approche progressive et participative. Sur le plan de la gouvernance, le dialogue avec les nouvelles autorités communales a été renforcé et un accompagnement de proximité des points focaux et des comités locaux a été engagé, notamment à travers le renforcement des capacités en gestion des ouvrages et en tenue des outils de suivi.

Sur le plan environnemental, des actions correctives ont été proposées pour le reboisement, incluant le regarnissage des plants morts, le renforcement du paillage, l'arrosage d'appoint en période sèche et la sensibilisation des communautés à la réduction de l'usage des produits chimiques à proximité des parcelles. Des mesures de protection et de suivi régulier ont également été encouragées afin de limiter les pertes liées à la transhumance et aux pressions anthropiques.

Dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, des séances de sensibilisation communautaire ont été conduites à l'aide des outils participatifs PHAST, avec un accent particulier sur l'abandon progressif de la consommation de l'eau de surface non traitée, l'amélioration des pratiques d'hygiène et la responsabilisation des usagers dans la gestion durable des PEA.

Enfin, au niveau du champ école agroécologique, l'accent a été mis sur l'apprentissage pratique, la promotion des fertilisants organiques et des alternatives naturelles aux pesticides, ainsi que sur l'amélioration progressive de l'organisation et de la productivité du site.

3.3- Perspectives

Les perspectives à court et moyen termes portent sur la consolidation des acquis et le renforcement de la durabilité des actions. Il est prévu de poursuivre les suivis réguliers des plantations afin de stabiliser et améliorer le taux de survie des plants, tout en intensifiant les actions d'entretien et de protection.

Sur le plan institutionnel, l'objectif est de renforcer l'adhésion et l'implication des communes, afin de garantir une meilleure appropriation locale du projet et une gestion durable des infrastructures mises en place. Pour cela, une session de formation des élus est prévue. Par ailleurs, il est prévu de renforcer la visibilité du projet et de la thématique GIRE au Togo en organisant des rencontres avec les autorités et institutions nationales et transfrontalières (Direction de la Ressource en Eau, Autorité du Bassin du Mono, OSC actives en matière de GIRE au Togo et au Bénin...).

Par ailleurs, le champ école est appelé à devenir un véritable pôle de démonstration et de formation en agroécologie, contribuant à l'autonomisation des bénéficiaires et à la diffusion de bonnes pratiques agricoles. De manière transversale, le projet vise à renforcer durablement les changements de comportements en matière d'environnement, d'eau, d'hygiène et d'assainissement, et à contribuer à la résilience écologique et socioéconomique des communautés riveraines du bassin du Mono. Une élève d'Agroparistech rejoindra les équipes pour 3 mois de stage et sera notamment mobilisée sur l'appui au développement du champ école.